

Rapport de gestion

Périodes de
trois et six
mois
terminées le
30 juin 2012



Le présent rapport de gestion analyse les résultats opérationnels et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société ») pour les périodes de trois et de six mois terminées le 30 juin 2012 (respectivement « deuxième trimestre de 2012 » et « premier semestre de 2012 ») comparativement aux périodes de trois et de six mois terminées le 31 mai 2011 (respectivement « quatrième trimestre de 2011 » et « troisième et quatrième trimestres de 2011 ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012 ainsi que les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice de sept mois terminé le 31 décembre 2011. L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 6 août 2012, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à la Société et à ses filiales.

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Auparavant, la Société se conformait aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR du Canada »). Les chiffres comparatifs pour le trimestre terminé le 31 mai 2011 ont été retraités pour les rendre conformes aux IFRS, comme l'exigent les indications fournies dans l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. À la suite de l'adoption des IFRS, le dollar américain a remplacé le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société.

L'information financière présentée ci-après, y compris les montants figurant dans les tableaux, est exprimée en dollars américains. Elle renferme également des montants qui constituent des mesures financières non conformes aux IFRS. Des renseignements portant sur ces mesures non conformes aux IFRS sont fournis dans le rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Changement de fin d'exercice

Le 24 août 2011, la Société a fait passer la fin de son exercice du 31 mai au 31 décembre. Ce changement a été apporté pour faire concorder les fins d'exercice de 5N Plus inc. et de MCP Group SA (« MCP »).

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent de façon importante des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales et conventions collectives. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport annuel de la Société pour l'exercice de sept mois terminé le 31 décembre 2011. En règle générale, les énoncés prospectifs sont caractérisés par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date du présent rapport, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur ne devrait pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu de la Société et de ses activités

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Informations sectorielles

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du résultat opérationnel du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non répartis ainsi que les frais financiers, les gains ou les pertes de change et l'amortissement des immobilisations incorporelles ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ». Le siège social est également responsable de la gestion des activités en phase de démarrage et les coûts correspondants sont déduits des produits.

Faits saillants

- Des charges de dépréciation de 26,1 M\$ ont été comptabilisées à la fin du deuxième trimestre de 2012, du fait que la Société a dû ajuster la valeur de ses stocks en raison de la baisse importante de la valeur nette de réalisation de certains produits à la suite du fléchissement du prix des produits de base sous-jacents correspondants.
- Pour le deuxième trimestre de 2012, les produits ont progressé de 15 % pour s'établir à 140,1 M\$, comparativement à 122,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2012, les produits ont monté de 112 % pour s'inscrire à 302,3 M\$, contre 142,6 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011.
- Pour le deuxième trimestre de 2012 et le premier semestre de 2012, la perte nette attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc. s'est établie à respectivement 21,9 M\$, soit 0,29 \$ par action, et 17,0 M\$, soit 0,23 \$ par action. Compte non tenu des charges de dépréciation, la perte nette ajustée¹ a totalisé 2,1 M\$, soit 0,03 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2012 et le résultat net s'est établi à 2,8 M\$, soit 0,04 \$ par action, pour le premier semestre de 2012, en regard d'un résultat net de 8,5 M\$, soit 0,14 \$ par action, et d'un résultat net de 14,1 M\$, soit 0,27 \$ par action, respectivement pour le quatrième trimestre de 2011 et les troisième et quatrième trimestres de 2011.
- La dette nette¹ est passée de 260,6 M\$ au 31 décembre 2011 et à 175,8 M\$ au 30 juin 2012 et a diminué de 56,4 M\$ au deuxième trimestre de 2012 et de 84,8 M\$ au premier semestre de 2012. Le total de la dette était de 187,6 M\$ au 30 juin 2012, comparativement à 341,9 M\$ au 31 décembre 2011, et a baissé de 90,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012 et de 154,3 M\$ pour le premier semestre de 2012.
- Les BAIIA¹ négatifs de 20,5 M\$ et 3,6 M\$ respectivement pour le deuxième trimestre de 2012 et pour le premier semestre de 2012 découlent essentiellement des charges de dépréciation. Le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 5,6 M\$ et 22,5 M\$ respectivement pour le deuxième trimestre de 2012 et le premier semestre de 2012, contre 20,0 M\$ et 26,0 M\$ respectivement pour le quatrième trimestre de 2011 et les troisième et quatrième trimestres de 2011.
- Au 30 juin 2012, le carnet de commandes¹ devant se traduire par des ventes au cours des 12 prochains mois s'élevait à 189,0 M\$, comparativement à 223,2 M\$ au 31 décembre 2011 et à 215,6 M\$ au 31 mars 2012.
- Le 6 juin 2012, la Société a émis 12 903 613 unités d'actions pour un produit net de 37,1 M\$. Cette émission a entraîné l'accroissement des capitaux propres attribuables aux actionnaires qui se sont chiffrés à 358,2 M\$ au 30 juin 2012, par rapport à 344,6 M\$ au 31 mars 2012 et à 339,2 M\$ au 31 décembre 2011.

Au cours du deuxième trimestre de 2012, la demande a été relativement vigoureuse pour les produits de 5N Plus, ce qui lui a permis de continuer à réduire son fonds de roulement et sa dette, grâce à des entrées importantes de trésorerie. Dans le secteur Matériaux électroniques, bien que les ventes de gallium et d'indium aient été légèrement moins élevées qu'au trimestre précédent, ce qui résulte en partie du transfert de certaines des activités de production auparavant situées dans les bureaux de Fairfield de la Société, les ventes à ses principaux clients de produits dans le secteur de l'énergie solaire se sont accrues et les activités liées au germanium ont également progressé. Le secteur Matériaux écologiques a continué d'accroître sa part de marché grâce à des ventes solides pour les produits associés au bismuth sur un marché en constante croissance avec l'intensification des efforts de remplacement du plomb.

Malheureusement, ces avancées ont été neutralisées, sur le plan des résultats et des produits opérationnels, par deux facteurs. D'une part, le deuxième trimestre de 2012 s'est caractérisé par des diminutions marquées des prix de la plupart des produits de base sous-jacents, surtout vers la fin du deuxième trimestre de 2012, donnant lieu à une réduction des prix de vente moyens et à une autre dépréciation des stocks à la fin du deuxième trimestre de 2012. D'autre part, la Société a également vendu à son principal client sur le marché de l'énergie solaire des produits à des marges bénéficiaires inférieures à la normale, ces ventes ayant été effectuées à partir d'unités déjà dépréciées aux

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

termes du nouveau contrat avec le client. Ces deux facteurs ont eu une incidence défavorable sur les résultats et les produits opérationnels, brossant un tableau quelque peu déformé de la performance globale de la Société. De fait, 5N Plus est plutôt d'avis qu'elle tire relativement bien son épingle du jeu et se démarque de la majorité de ces concurrents dans un contexte économique relativement difficile. La Société s'attend à ce que les résultats illustrent mieux sa performance réelle une fois que les prix des produits de base sous-jacents se stabiliseront et que les stocks d'unités dépréciées seront écoulés, plus particulièrement dans le cadre de son contrat avec son principal client sur le marché de l'énergie solaire.

La décision de la Société de solidifier sa situation financière par un apport en capitaux propres de 40 M\$ CA le 6 juin 2012 a été prise surtout en raison de l'incertitude relative de la conjoncture économique mondiale et de l'exposition de la Société sur le marché de l'énergie solaire et le marché européen. Peu importe son incidence à court terme, 5N Plus pense que cette mesure sera une source de valeur à long terme pour les actionnaires, puisqu'elle lui permettra de mettre en œuvre de manière plus efficace ses plans de croissance stratégiques qui s'appuient sur une plus grande réduction de la dette et un redéploiement du capital vers des occasions d'affaires moins volatiles à valeur ajoutée. L'exercice en cours est donc déterminant à bien des égards, à mesure que 5N Plus converge vers ce modèle d'affaires et termine l'intégration de toutes les activités de l'ancien MCP, tout en encourageant la durabilité de ses pratiques commerciales et l'efficacité à l'échelle du groupe.

Les perspectives actuelles pour le reste de l'exercice et la performance financière correspondante seront grandement influencées par le prix des produits de base sous-jacents et la performance de l'économie européenne. 5N Plus demeure engagée dans la réduction de ses besoins en fonds de roulement et la diminution correspondante de sa dette. Bien que la situation financière de 5N Plus risque encore d'être volatile à court terme, la Société est confiante qu'elle demeure bien positionnée pour continuer de croître et de générer une plus grande valeur pour les actionnaires. 5N Plus voudrait remercier ses employés pour les efforts déployés en ces temps difficiles et pour leur engagement à l'égard de son plan visant la création d'une organisation plus efficace et durable, dont le positionnement et les capacités demeureront remarquables et uniques.

Principales données financières trimestrielles

	IFRS							
	Exercice 2012		Exercice terminé le 31 décembre 2011		Exercice terminé le 31 mai 2011			
	T2	T1	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Non audité (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	140 076	162 235	149 423	242 289	121 976	20 663	19 314	18 042
Marge brute ¹	(10 859)	29 988	(8 674)	42 857	25 001	8 104	8 161	7 497
Marge brute ajustée ¹	15 209	29 988	24 739	44 233	25 001	8 104	8 161	7 497
BAIIA	(20 474)	16 867	(26 278)	28 904	19 995	6 001	4 818	5 398
BAIIA ajusté	5 594	16 867	7 135	30 280	19 995	6 001	4 818	5 398
Résultat net	(22 062)	4 891	(37 397)	14 933	8 174	5 551	5 384	2 839
Résultat de base par action	(0,30)	0,07	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,12	0,06
Résultat dilué par action	(0,30)	0,07	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,12	0,06
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(21 922)	4 972	(37 206)	15 565	8 549	5 526	5 384	2 839
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(0,29)	0,07	(0,52)	0,22	0,14	0,12	0,12	0,06
Résultat net ajusté	(2 113)	4 891	(92)	14 933	8 174	5 551	5 384	2 839
Résultat net de base ajusté par action	(0,03)	0,07	(0,01)	0,21	0,14	0,12	0,12	0,06
Résultat net tiré des activités poursuivies	(21 330)	4 891	(37 397)	14 933	8 174	5 551	5 384	2 839
Résultat de base par action – activités poursuivies	(0,30)	0,07	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,12	0,06
Résultat dilué par action – activités poursuivies	(0,30)	0,07	(0,53)	0,21	0,14	0,12	0,12	0,06
Carnet de commandes ¹	188 982	215 588	223 177	212 264	263 702	73 154	60 986	53 975

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Produits, marge brute, résultat net et résultat par action

(en milliers de dollars américains)	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	140 076	121 976	302 311	142 639
Marge brute ¹	(10 859)	25 001	19 129	33 105
Dépréciation des stocks	26 068	-	26 068	-
Marge brute ajustée ¹	15 209	25 001	45 197	33 105
Ratio de la marge brute ajustée ¹	11 %	20 %	15 %	23 %
Résultat net	(22 062)	8 174	(17 171)	13 725
Résultat net ajusté	(2 113)	8 174	2 779	13 725
Résultat de base par action	(0,30)	0,14	(0,24)	0,26

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Produits

Pour le deuxième trimestre de 2012, les produits ont augmenté de 18,1 M\$, pour s'établir à 140,1 M\$, en hausse de 15 % par rapport à 122,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Les produits pour le premier semestre de 2012 se sont élevés à 302,3 M\$, soit une augmentation de 112 %, comparativement à 142,6 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. Ces augmentations dans les ventes sont attribuables à la comptabilisation des ventes de l'ancien MCP pour ces périodes au complet, comparativement à seulement sept semaines pour le quatrième trimestre de 2011. Les produits pour le deuxième trimestre de 2012 ont diminué de 22,2 M\$ par rapport au trimestre terminé le 31 mars 2012, surtout en raison du fléchissement des prix de vente moyens découlant de la tendance à la baisse des prix des produits de base sous-jacents.

Dépréciation

Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Société a inscrit une charge de dépréciation des stocks de 26,1 M\$, en raison de baisses supplémentaires des prix des produits de base sous-jacents. Ces baisses, particulièrement notables pour le gallium et le sélénium, se sont surtout produites vers la fin du deuxième trimestre de 2012.

Marge brute

Pour le deuxième trimestre de 2012, la marge brute a totalisé une perte de 10,9 M\$, ce qui équivaut, après ajustement pour exclure les charges de dépréciation (« marge brute ajustée »), à 15,2 M\$, soit 11 % des produits, comparativement à 25,0 M\$, soit 20 % des produits, pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2012, la marge brute s'est établie à 19,1 M\$ et la marge brute ajustée, à 45,2 M\$, soit 15 % des produits, tandis que pour les troisième et quatrième trimestres de 2011, la marge brute ajustée s'est établie à 33,1 M\$, soit 23 % des produits. Les charges de dépréciation pour le deuxième trimestre sont la principale raison du recul de la marge brute. Excluant ces charges, la marge brute ajustée pour le trimestre et le semestre considérés représentait un plus faible pourcentage des produits en raison de l'inclusion des résultats financiers de l'ancien MCP pour la totalité des périodes et de la réduction des prix de vente moyens reflétant la tendance à la baisse des prix des produits de base sous-jacents.

Résultat net

La perte nette s'est établie à 22,1 M\$, soit 0,30 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2012, et à 17,2 M\$, soit 0,24 \$ par action, pour le premier semestre de 2012. Ces pertes s'expliquent par les charges de dépréciation de 26,1 M\$ comptabilisées pour le deuxième trimestre de 2012. Excluant celles-ci, la perte nette ajustée a totalisé 2,1 M\$, soit 0,03 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2012 et le résultat net ajusté, 2,8 M\$, soit 0,04 \$ par action, pour le premier semestre de 2012, comparativement à un résultat net de 8,2 M\$, soit 0,14 \$ par action, et de 13,7 M\$, soit 0,26 \$ par action, pour respectivement le quatrième trimestre et les troisième et quatrième trimestres de 2011. Ces diminutions sont essentiellement imputables à la baisse du prix de vente moyen faisant suite à une tendance généralisée à la baisse des prix des produits de base, plus particulièrement l'indium, le gallium et le sélénium. La demande s'est également affaiblie, mais de façon moins importante dans notre secteur Matériaux électroniques, les ventes de produits à base de gallium et d'indium ayant été moins importantes que prévu.

Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté

(en milliers de dollars américains)	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Augmentation (diminution)	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Résultat net	(22 062)	8 174	(370)%	(17 171)	13 725	(225)%
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	2 418	2 138	13 %	5 415	2 140	153 %
Perte (gain) de change	630	(5 392)	(112)%	2 312	(6 492)	136 %
Amortissement	5 183	2 852	82 %	10 281	3 577	187 %
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(7 551)	4 384	(272)%	(5 830)	5 207	(212)%
Frais de restructuration	908	5 978	(85)%	1 386	5 978	(77)%
Coûts d'acquisition de MCP	-	1 861	-	-	1 861	-
BAIIA	(20 474)	19 995	(202)%	(3 607)	25 996	(114)%
Dépréciation des stocks	26 068	-		26 068	-	
BAIIA ajusté	5 594	19 995	(72)%	22 461	25 996	(14)%

BAIIA

Les BAIIA négatifs de 20,5 M\$ et 3,6 M\$ respectivement pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012 découlent essentiellement des charges de dépréciation. Le BAIIA ajusté s'est établi à 5,6 M\$ et 22,5 M\$ respectivement pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012, contre 20,0 M\$ et 26,0 M\$ respectivement pour le quatrième trimestre et les troisième et quatrième trimestres de 2011. Les baisses du BAIIA tiennent à la réduction des prix de vente moyens découlant de la diminution du prix des produits de base sous-jacents.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

Pour le deuxième trimestre de 2012, les nouvelles commandes ont atteint 113,5 M\$ et 268,1 M\$ pour le premier semestre de 2012, comparativement à 312,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011 et 345,4 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. Au 30 juin 2012, le carnet de commandes s'élevait à 189,0 M\$, en baisse de 15 % par rapport à celui de 223,2M\$ au 31 décembre 2011. Le carnet de commandes a diminué de 26,6 M\$ par rapport au 31 mars 2012. Des diminutions successives du carnet de commandes à partir du 31 décembre 2011 sont à prévoir étant donné que les contrats annuels sont habituellement renouvelés à la fin de l'année civile. La diminution du carnet de commandes par rapport à l'exercice précédent (31 décembre 2011) s'explique principalement par la baisse des prix de vente moyens prévus en raison de la tendance généralisée à la baisse des prix des produits de base sous-jacents et du traitement conservateur appliqué à notre contrat avec notre principal client sur le marché de l'énergie solaire, qui n'est plus assorti de clauses d'achat ferme.

Les produits, le BAIIA et les nouvelles commandes des secteurs de la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques, sont décrits ci-après. Les activités de MCP sont réparties entre ces secteurs opérationnels. Les activités de 5N Plus avant l'acquisition de MCP sont entièrement comprises dans le secteur opérationnel Matériaux électroniques.

BAIIA et BAIIA ajusté par secteur opérationnel

(en milliers de dollars américains)	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	(7 192)	17 407	3 574	23 931
Matériaux écologiques	(9 050)	4 788	1 017	4 788
Siège social	(4 232)	(2 200)	(8 198)	(2 723)
BAIIA	(20 474)	19 995	(3 607)	25 996
Dépréciation des stocks	26 068	-	26 068	-
BAIIA ajusté	5 594	19 995	22 461	25 996

Secteur Matériaux électroniques

(en milliers de dollars américains)	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	54 763	64 227	128 128	84 890
Coût des ventes et charges, avant amortissement	(61 955)	(46 820)	(124 554)	(60 959)
BAIIA	(7 192)	17 407	3 574	23 931
Dépréciation des stocks	15 558	-	15 558	-
BAIIA ajusté	8 366	17 407	19 132	23 931
Nouvelles commandes	37 379	147 982	94 453	180 814

Pour le deuxième trimestre de 2012, les produits du secteur Matériaux électroniques ont reculé de 14,7 % pour s'établir à 54,8 M\$, comparativement à 64,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2012, les produits se sont élevés à 128,1 M\$, en hausse de 51 % par rapport à 84,9 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. Les produits du deuxième trimestre de 2012 et du premier semestre de 2012 comprennent l'apport des activités de l'ancien MCP pour la totalité de la période comparativement à sept semaines seulement pour le quatrième trimestre de 2011, ce qui explique la hausse pour la période de six mois. Cette diminution au cours du trimestre découle à la fois d'un recul de la demande et d'une baisse des prix de vente moyens faisant suite à une tendance généralisée à la baisse des prix sur le marché des produits de base.

Des charges de dépréciation des stocks de 15,6 M\$ ont contribué à la réduction du BAIIA pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012. Une tranche de 8,4 M\$ de ces charges se rapportait au gallium et au tellure.

Pour le deuxième trimestre de 2012, le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a reculé à 8,4 M\$, en baisse de 52 % par rapport à 17,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2012, le BAIIA ajusté s'est fixé à 19,1 M\$, soit une réduction de 20 % comparativement au BAIIA pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. La diminution pour les deux périodes découle essentiellement de la baisse des prix de vente moyens. Les ventes des produits à base de gallium et d'indium ont également reculé, notamment à la suite du transfert de certaines des activités de production, ce qui a également contribué à cette diminution.

Pour le deuxième trimestre de 2012, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques se sont élevées à 37,4 M\$, en baisse par rapport à 148,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011 et à 57,1 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2012. Cette baisse s'explique surtout par la contribution de l'ancien MCP pour la première fois au quatrième trimestre de 2011. Le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élève maintenant à 116,4 M\$, en baisse de 17,4 M\$ par rapport au 31 mars 2012 et de 33,6 M\$ par rapport au 31 décembre 2011. Cette baisse s'explique surtout par la diminution des prix de vente associée aux tendances à la baisse sur les marchés des produits de base et le traitement plus conservateur appliqué à notre contrat avec notre principal client sur le marché de l'énergie solaire. Des diminutions successives du carnet de commandes à partir de la fin de l'exercice sont à prévoir du fait de l'exécution graduelle de nos contrats annuels, ce qui explique ici la décroissance du carnet de commandes au 30 juin 2012 comparativement au 31 mars 2012.

Secteur Matériaux écologiques

(en milliers de dollars américains)	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	85 313	57 749	174 183	57 749
Coût des ventes et charges, avant amortissement	(94 363)	(52 961)	(173 166)	(52 961)
BAlIA	(9 050)	4 788	1 017	4 788
Dépréciation des stocks	10 510	-	10 510	-
BAlIA ajusté	1 460	4 788	11 527	4 788
Nouvelles commandes	76 090	164 541	173 664	164 541

Les activités du secteur Matériaux écologiques comprennent uniquement celles de l'ancien MCP, la Société n'ayant mené aucune activité dans ce secteur avant le 8 avril 2011. Par conséquent, les résultats du quatrième trimestre tiennent compte uniquement des résultats de l'ancien MCP pour une période de sept semaines.

Pour le deuxième trimestre de 2012, les produits ont progressé de 27,6 M\$ pour atteindre 85,3 M\$, comparativement à 57,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2012, les produits se sont élevés à 174,2 M\$, en hausse de 202 % par rapport à 57,8 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. L'augmentation pour les deux périodes découle de l'inclusion des ventes de l'ancien MCP pour la totalité des périodes de 2012 contre seulement sept semaines pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le trimestre, la demande est demeurée solide et se compare à celle du trimestre précédent.

Des charges de dépréciation des stocks de 10,5 M\$ ont contribué à la réduction du BAlIA pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012. Une tranche de 9,5 M\$ de celles-ci se rapportait au sélénium.

Pour le deuxième trimestre de 2012, le BAlIA ajusté dans le secteur Matériaux écologiques a reculé à 1,5 M\$ par rapport à 4,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2012, le BAlIA ajusté s'est fixé à 11,5 M\$, soit une augmentation de 141 % comparativement au BAlIA pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. La baisse pour le trimestre est imputable en grande partie à la réduction des prix de vente découlant de la diminution des prix des produits de base.

Pour le deuxième trimestre de 2012, les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques ont atteint 76,1 M\$, en baisse par rapport à 164,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011 et 97,6 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2012. Cette baisse s'explique par la contribution de l'ancien MCP pour la première fois au quatrième trimestre de 2011. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élève maintenant à 72,6 M\$, en baisse de 9,2 M\$ par rapport au carnet de commandes du 31 mars 2012 et de 0,5 M\$ par rapport au 31 décembre 2011. Des diminutions successives du carnet de commandes à partir de la fin de l'exercice sont à prévoir du fait de l'exécution graduelle de nos contrats annuels, ce qui explique la décroissance du carnet de commandes au 30 juin 2012 comparativement au 31 mars 2012.

Charges

(en milliers de dollars américains)	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Augmentation (diminution)	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	5 183	2 852	82 %	10 281	3 577	187 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration, amortissement exclu	11 551	6 279	84 %	23 563	8 123	190 %
Frais de restructuration	908	5 978	(85) %	1 386	5 978	(77) %
Frais connexes à l'acquisition	-	1 861	(100) %	-	1 861	(100) %
Charges financières (produits financiers)	3 048	(3 254)	194 %	7 727	(4 352)	278 %
Impôt sur le résultat	(7 551)	4 384	(272) %	(5 830)	5 207	(212) %
	13 139	18 100	(27) %	37 127	20 394	82 %

Amortissement

La dotation aux amortissements pour le deuxième trimestre de 2012 s'est établie à 5,2 M\$, comparativement à 2,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2012, la dotation aux amortissements s'est élevée à 10,3 M\$, contre 3,6 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. Ces hausses rendent compte de l'augmentation des actifs amortissables, y compris les immobilisations incorporelles, à la suite de l'acquisition de MCP pour la totalité des périodes, contre seulement sept semaines pour le quatrième trimestre de 2011.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à 11,6 M\$ et 23,6 M\$ respectivement pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012, comparativement à 6,3 M\$ et 8,1 M\$ pour le quatrième trimestre et les troisième et quatrième trimestres de 2011. Ces hausses s'expliquent par le fait que notre équipe de direction et notre service des ventes ont été élargis par suite de l'acquisition de MCP. Le niveau actuel des frais généraux, frais de vente et frais d'administration correspond donc davantage aux niveaux futurs attendus.

Frais de restructuration

La Société a comptabilisé un montant exceptionnel de 0,9 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2012 à la suite d'un incident survenu dans l'une de ses installations aux États-Unis. Au quatrième trimestre de 2011, la Société a engagé des frais de restructuration à la suite de l'acquisition de MCP en raison principalement de la fermeture de l'une de ses installations dans le secteur de l'énergie solaire.

Frais connexes à l'acquisition

Les frais connexes à l'acquisition ont été engagés afin de réaliser l'acquisition de MCP.

Charges financières (produits financiers)

Les charges financières se sont élevées à 3,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à des produits financiers de 3,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Les charges financières se sont établies à 7,7 M\$ pour le premier semestre de 2012, contre des produits financiers de 4,4 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. Ces hausses sont essentiellement attribuables à l'intérêt versé sur la dette à long terme contractée pour financer l'acquisition de MCP et aux besoins en fonds de roulement. Pour les périodes de trois et de six mois terminées le 31 mai 2011, la Société a enregistré des gains de change et a réalisé des produits d'intérêts sur sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie.

Impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre de 2012, la Société a inscrit un recouvrement d'impôt sur le résultat de 7,6 M\$, comparativement à une charge d'impôt de 4,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011, selon des taux d'impôt effectifs de respectivement 25 % et 35 %. Pour le premier semestre de 2012, la Société a inscrit un recouvrement d'impôt sur le résultat de 5,8 M\$, comparativement à une charge d'impôt de 5,2 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011, selon des taux d'impôt effectifs de respectivement 25 % et 28 %. La baisse du taux d'impôt effectif s'explique par l'incidence du changement de monnaie fonctionnelle en 2011, alors que les gains de change n'étaient pas imposables.

Situation financière et sources de financement

Flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains)	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation	(407)	9 329	10 829	16 304
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	17 063	(65 243)	44 034	(76 132)
Activités opérationnelles	16 656	(55 914)	54 863	(59 828)
Activités d'investissement	31 910	(161 965)	45 197	(168 374)
Activités de financement	(49 890)	199 970	(118 366)	200 663
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	1 126	-	703	366
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(198)	(17 909)	(17 603)	(27 173)

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont été de 16,7 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012 et de 54,9 M\$ pour le premier semestre de 2012, comparativement à des flux de trésorerie de 56,0 M\$ et 59,8 M\$ respectivement affectés à ces activités pour le quatrième trimestre et les troisième et quatrième trimestres de 2011. L'augmentation marquée du niveau de flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles s'explique principalement par la diminution importante du fonds de roulement découlant d'une réduction des stocks et des créances et d'une augmentation du résultat net avant la dépréciation des stocks au cours du deuxième trimestre de 2012. La réduction des stocks a été en partie contrebalancée par une hausse des créances pour le premier semestre de 2012, ce qui témoigne des efforts déployés pour gérer de façon plus efficiente le fonds de roulement.

Les activités d'investissement ont généré 31,9 M\$ et 45,2 M\$ respectivement pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012, alors que respectivement 162,0 M\$ et 168,4 M\$ avaient été affectés à ces activités pour le quatrième trimestre et les troisième et quatrième trimestres de 2011. L'acquisition de MCP pour une contrepartie en trésorerie totale de 118,7 M\$ avait eu une incidence sur les sorties de trésorerie pour le quatrième trimestre et les troisième et quatrième trimestres de 2011. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2012, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement étaient liés principalement à des placements temporaires.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 49,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012 et à 118,4 M\$ pour le premier semestre de 2012. Pour les troisième et quatrième trimestres de 2011, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré 200,7 M\$, principalement en raison du produit de l'émission de nouvelles actions et de l'augmentation de la dette bancaire et de la dette à court terme totalisant 44,4 M\$ pour les deux périodes.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)	Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
Stocks	216 485	315 333
Autres actifs courants	121 517	171 756
Passifs courants	(95 882)	(151 384)
Fonds de roulement ¹	242 120	335 705
Ratio du fonds de roulement	3,53	3,22

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Le fonds de roulement a diminué pour s'établir à 242,1 M\$ au 30 juin 2012, comparativement à 335,7 M\$ au 31 décembre 2011, compte tenu de la diminution de 98,8 M\$ des niveaux de stocks, en partie contrebalancée par une hausse de 13,9 M\$ des créances.

Dette nette

(en milliers de dollars américains)	Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
Dettes bancaires et dettes à court terme ¹	12 017	73 430
Dettes à long terme, y compris la partie courante ¹	175 606	268 476
Total de la dette	187 623	341 906
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(11 846)	(81 331)
Dettes nettes	175 777	260 575

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, s'élevait à 175,8 M\$ au 30 juin 2012, comparativement à 260,6 M\$ au 31 décembre 2011, soit une baisse de 84,8 M\$ qui s'explique par la trésorerie importante générée par les activités opérationnelles, qui a essentiellement servi à rembourser la dette.

Fonds provenant de l'exploitation

(en milliers de dollars américains)	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation	(407)	9 329	10 829	16 304
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 852)	(11 038)	(6 685)	(14 655)
Variation du fonds de roulement	18 028	(65 243)	44 999	(76 132)
Émission d'actions ordinaires	37 126	130 795	38 641	130 920
Sortie nette de trésorerie pour l'acquisition d'entreprises	-	(118 725)	-	(121 517)
Dettes prises en charge dans le cadre de l'acquisition d'entreprises	-	(240 727)	-	(241 821)
Placements temporaires acquis dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	-	18 919	-	18 919
Autres	3 467	(3 850)	(2 986)	(3 943)
	56 769	(289 869)	73 969	(308 229)
Variation totale de la dette nette	56 362	(280 540)	84 798	291 925
(Dette nette) trésorerie nette ¹ au début de la période	(232 139)	39 350	(260 575)	50 715
(Dette nette) trésorerie nette à la fin de la période	(175 777)	(241 210)	(175 777)	(241 210)

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à (0,4) M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, contre 9,3 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011. Pour le premier semestre de 2012, les fonds provenant de l'exploitation se sont fixés à 10,8 M\$, comparativement à 16,3 M\$ pour les troisième et quatrième trimestres de 2011.

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé s'est établi à 3,91 pour le premier semestre de 2012. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés générés au cours de la même période ont représenté 12 % de la dette nette de la Société.

	Deuxième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2011	Premier semestre de 2012	Troisième et quatrième trimestres de 2011
Ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé	7,86	3,02	3,91	4,64
Fonds provenant de l'exploitation annualisés sur la dette nette (%)	s. o.	15,5	12,3	13,5

Capital-actions

Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par son conseil d'administration.

Actions émises et entièrement payées

(en milliers de dollars américains)

	Au 30 juin 2012		Au 31 décembre 2011	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Actions ordinaires				
Actions en circulation	83 908 269	343 272 \$	70 961 125	305 928 \$

Au 6 août 2012, un total de 83 908 269 actions ordinaires étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée ne l'était.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser cinq millions. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien régime peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 30 juin 2012 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société.

Le nombre d'options sur actions et le prix d'exercice moyen pondéré pour chacun des régimes de rémunération à base d'actions s'établissent comme suit :

	Premier semestre de 2012		Troisième et quatrième trimestres de 2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de la période	1 543 211	5,28	1 460 880	4,45
Attribuées	7 500	6,16	-	-
Annulées	(164 879)	5,85	-	-
Exercées	(43 531)	3,36	(76 855)	3,28
En circulation à la fin de la période	1 342 301	5,29	1 384 025	4,52

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats à la note 12 des états financiers consolidés.

Rapport de gestion

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 30 juin 2012 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	12 017	12 832	-	-	-	12 832
Dettes fournisseurs et charges à payer	48 591	48 591	-	-	-	48 591
Instruments financiers dérivés	7 884	4 570	3 206	108	-	7 884
Dette à long terme	175 606	32 819	45 745	108 615	182	187 361
Total	244 098	98 812	48 951	108 723	182	256 668

Risques et incertitudes

Les risques d'entreprise importants de la Société n'ont pas changé au cours du premier semestre de 2012 par rapport aux risques d'entreprise présentés dans le rapport de gestion de l'exercice de sept mois terminé le 31 décembre 2011.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le premier trimestre de 2012 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2011. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de 2011 de la Société pour l'exercice de sept mois terminé le 31 décembre 2011, et il en est de même pour le premier semestre de 2012.

Normes comptables futures

Les nouvelles normes, modifications de normes et interprétations qui ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012 et qui n'ont pas été appliquées au moment de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers consolidés audités pour l'exercice de sept mois terminé le 31 décembre 2011.

Contrôles et procédures

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le

chef des finances ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2012, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants pour l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont constatés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats opérationnels futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Regroupements d'entreprises

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de l'entreprise acquise sont présentés à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé. Pour évaluer la juste valeur, la direction utilise des estimations des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation, mais les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La détermination de la juste valeur pourrait inclure l'utilisation de techniques d'évaluation qui sont généralement fondées sur des prévisions du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses faites par la direction concernant la performance future des actifs connexes et toute variation du taux d'actualisation utilisé. Toute modification de l'évaluation survenant au cours de la période d'évaluation par rapport à la comptabilisation initiale, s'il en est, se répercute sur l'évaluation du goodwill.

Durées d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière, chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date de finalisation des états financiers. La valeur nette de réalisation détenue pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreuses juridictions fiscales. Pour établir sa charge d'impôt sur le résultat dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des contrôles fiscaux pourraient demander le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet des commandes représente les commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les frais financiers, les produits d'intérêts, les gains et pertes de change, l'impôt sur le résultat, l'amortissement, les frais de restructuration et les frais connexes à l'acquisition. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel que défini précédemment avant la charge de dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés intermédiaires résumés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute et le ratio de la marge brute pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La marge brute ajustée est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes et de la dépréciation des stocks. Le ratio de la marge brute ajustée est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute ajustée et le ratio de la marge brute ajustée pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour assurer la croissance de la Société. Le fonds de roulement est un indicateur de la santé financière et de la liquidité de la Société. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants.

Renseignements complémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.